

# Objectif Oman

Septembre 2016



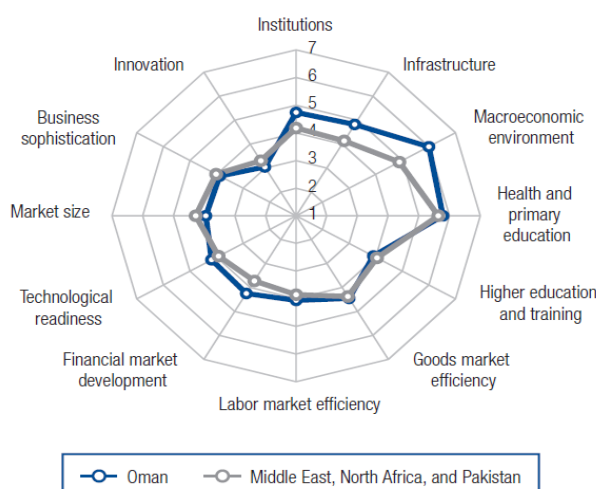
## Faits saillants

- Nouveau recul d'Oman dans le classement 2016/17 sur la compétitivité (WEF Global competitiveness)
- Net repli du PIB sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2016 et fort creusement du déficit public sur les 7 premiers mois
- Apparition de deux nouvelles compagnies aériennes en Oman : Salalah Air et Salam Air

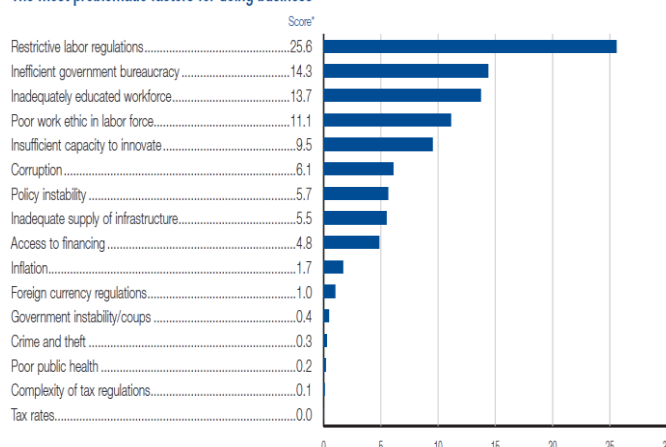
## CLIMAT DES AFFAIRES

### Nouveau recul d'Oman dans le classement 2016/17 sur la compétitivité établi par le Forum de Davos

Le classement 2016/17 du Forum de Davos en matière de compétitivité (*Global competitiveness*) classe Oman au 66<sup>ème</sup> rang sur 138 pays, correspondant à un repli de -4 rangs par rapport au classement 2015/16 (62<sup>ème</sup>). Etabli à partir de données portant sur 12 segments d'appréhension de la compétitivité (éducation, gouvernance, cadre macroéconomique, infrastructures, capacité d'innovation, fiscalité etc.), le Sultanat souffre toujours d'une régulation du marché du travail nettement trop restrictive à l'investissement, d'une lourdeur des procédures administratives et d'une formation de la main d'œuvre inadaptée aux besoins des entreprises. Ces éléments apparaissent d'autant plus pénalisants que le Sultanat fait face à une nette détérioration du cadre macroéconomique depuis deux ans. Le pays enregistre ses meilleurs résultats en matière de sécurité, de fiscalité ou de lutte contre la corruption. Globalement, Oman reste très loin de la performance des EAU (16<sup>ème</sup> rang mondial), du Qatar (18<sup>ème</sup>), d'Arabie Saoudite, du Koweït (38<sup>ème</sup>) et de Bahreïn (48<sup>ème</sup>). Il poursuit surtout une tendance baissière continue alors que le pays se classait au 46<sup>ème</sup> rang mondial en 2014. La Suisse conserve son 1<sup>er</sup> rang dans ce classement 2016/17 dans lequel la France gagne une place, au 21<sup>ème</sup> rang mondial.



### The most problematic factors for doing business



Source: Global competitiveness 2016/17 World Economic Forum

### ***Lancement de « Tanfeedh » : programme d'accélération de la diversification économique***

Afin d'accélérer la diversification économique du pays, conformément aux orientations du 9<sup>ème</sup> plan quinquennal 2016-20, les autorités ont lancé mi-septembre un programme calqué sur le modèle malaisien piloté par le *Management and Delivery Unit* (PEMANDU), sous le nom de *Tanfeedh (the national programme for enhancing economic diversification)*. Celui-ci vise à créer des groupes de travail (« labs ») chargés d'élaborer des indicateurs et fixer des objectifs quantifiables afin d'assurer la bonne réalisation de projets déjà initiés mais dont le rythme de mise en œuvre apparaît trop lent. Ces groupes comprennent des représentants de l'Etat et des sociétés publiques (à 60 %) et des membres du secteur privé (entreprises mais aussi universitaires et ONG). Les sessions se tiendront jusqu'au 27 octobre 2016 et feront appel à des experts étrangers susceptibles de partager leur expertise en particulier en matière de gestion de projet et de financements. Cinq secteurs sont priorisés : l'industrie manufacturière, le tourisme, la logistique et les transports, la pêche et l'industrie minière. L'objectif est triple : augmenter la contribution de ces secteurs à la croissance, favoriser les investissements en particulier privés (à hauteur de 80 %) et générer des emplois (dont 50 % seraient réservés aux Omanais conformément à la politique « d'omanisation »). Si les autorités espèrent beaucoup de ce programme, les résultats restent incertains s'agissant notamment de sa mise en œuvre pratique.

## **INFORMATIONS MACROECONOMIQUES ET FINANCIERES**

### ***Net recul du PIB au T1 2016 du fait de la faiblesse des cours du baril brut (Bureau des statistiques)***

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, le PIB au prix du marché a enregistré un repli de -12,2 % en glissement annuel (g.a) à 6,42 Mds OMR. La contraction du PIB au T1 a résulté du recul du secteur des hydrocarbures, en chute de -34 % en g.a à 1,55 Md OMR, le secteur ayant particulièrement pâti du niveau très bas des cours du pétrole sur la période, à 34,75 USD le baril (-43,9 % comparativement au cours du baril au T1 2015 qui s'élevait à 62 USD). Le PIB non-pétrolier sur les trois premiers de l'année a mieux résisté avec une réduction plus mesurée de -2,4 %, le recul reflétant les mauvaises performances des secteurs de l'industrie et des services. Pour rappel, le FMI projette une croissance du PIB sur l'année de 1,8 %. A noter que le bureau des Statistiques a par ailleurs fait part d'un recul de -17,3 % du PIB par habitant l'an passé, à 6 456 OMR (16 768 USD) contre 7 803 OMR (20 267 USD) en 2014.

### ***Fort creusement du déficit public sur les 7 premiers mois de 2016 (Bureau des Statistiques)***

Sur les 7 premiers mois de 2016, le déficit public s'est élevé à 4,023 Mds OMR, en hausse +68,3 % en g.a, conséquence de l'effondrement des recettes liées aux exportations d'hydrocarbures. Dans le projet de loi de Finances 2016, les autorités projetaient un déficit de 3,3 Mds OMR sur l'ensemble de l'année. La forte détérioration des comptes publics traduit la chute des cours du baril de pétrole brut. Sur la période considérée, le prix moyen du baril de pétrole omanais a ainsi atteint 37,6 USD, à comparer avec un cours moyen de 60,2 USD le baril à la même période l'an passé (soit un recul de -37,4 %) et un cours projeté de 45 USD dans le cadre du projet de Budget 2016. La détérioration du solde public pourrait ouvrir la voie à de nouvelles mesures de consolidation budgétaire alors que le niveau des dépenses n'a diminué que de -3,3 % en g.a à 6,66 Mds OMR sur les 8 premiers mois 2016 contre des dépenses de 6,88 Mds OMR à la même période l'an passé. A noter que la production de pétrole brut est passée de 976 000 b /j au cours des huit premiers mois de l'année 2015 à 1 003 000 b /j au cours des huit premiers mois de l'année 2016 pour une cible officielle de 990 000b/j sur l'année.

### ***Accélération de l'inflation en août, reflet de l'impact des réductions sur les tarifs de transport***

En août, le taux d'inflation s'est élevé à +1,34 % en glissement annuel (g.a) après +1,3 % en juillet. Il s'agit du niveau plus élevé, appréhendé en g.a, observé depuis 20 mois. Cette augmentation, déjà observable en juillet, résulte essentiellement de la forte progression des tarifs de transport, en hausse de +7,25 %, résultat de la baisse des subventions sur l'essence. L'augmentation des prix reste toutefois en partie compensée par la poursuite de la désinflation des prix alimentaires, en recul de -1,12 % en g.a. De leur côté, les prix de

l'eau, du gaz et du logement ont enregistré une augmentation de +0,33 %. Le mouvement d'accroissement des prix pourrait se poursuivre d'ici à la fin de l'année le temps pour le marché d'absorber intégralement les réductions des subventions. Sur l'année, le taux d'inflation devrait dépasser la prévision du FMI de +0,3 % pour s'approcher des +1 %.

***Hausse des transferts des immigrés en 2015 mais baisse sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2016 (Banque centrale)***

Les volumes des transferts des immigrés à partir d'Oman, tels que recensés par les opérations bancaires, ont progressé l'an passé de +6,7 % par rapport à 2014, atteignant le montant de 4,226 Mds OMR. Elles représentaient 30,8 % des exportations du Sultanat en 2015. Ces transferts se sont contractés de -5 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2016 par rapport à la même période l'an dernier, suggérant une détérioration du marché du travail local avec pour conséquence une réduction du nombre d'employés étrangers et une diminution des rémunérations versées. Les principaux pays d'origine des immigrés au Sultanat restent l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh et les Philippines.

***Nette contraction de l'excédent commercial du Sultanat en 2015 (International Trade Statistics)***

En 2015, les exportations totales du Sultanat se sont élevées à 31,9 Mds USD, en repli de -37,1 % par rapport à 2014. La Chine reste de loin, le 1<sup>er</sup> client avec une part de marché de 51 % (14,1 Mds USD), lié notamment à la reconstitution de ses stocks stratégiques (le pays absorbant 77 % des ventes de pétrole du Sultanat l'an passé), suivies par les EAU (7,4 %), Taïwan (6,2 %), l'Inde (3,9 %) et l'Arabie Saoudite (3,7 %). Sur la même période, les importations se sont élevées à 29 Mds USD (-1 % en g.a). Les EAU restent le 1<sup>er</sup> fournisseur d'Oman avec 10,1 Mds USD (41 %), suivies par le Japon (13 %), l'Inde (6,3 %), la Chine (5,9 %), l'Arabie Saoudite (4,7 %) et les Etats Unis (4,2 %). Le Royaume Uni figure au 1<sup>er</sup> rang des fournisseurs européens avec une part de marché de 2,9 %, devant les Pays-Bas (2,7 %), l'Italie et l'Allemagne (2,1 %), la part de marché de la France étant de 1,8 %. Logiquement, l'excédent commercial s'est nettement contracté, de 25,9 Mds USD à 2,9 Mds USD.

***Contraction des dépôts du gouvernement auprès du secteur bancaire au T2 2016 (Banque centrale)***

A la fin du 2<sup>ème</sup> trimestre 2016, le montant total des dépôts du gouvernement auprès du secteur bancaire s'élevait à 4,8 Mds OMR, en diminution de -10,5 % par rapport à la même période l'an passé (T2 2015). La baisse des dépôts du Gouvernement, liés au besoin de financement du déficit public, illustre la pression actuelle sur la liquidité alors que les dépôts bancaires du gouvernement et des entreprises publiques représentent 33 % des dépôts totaux. A noter que sur cette même période, le total des dépôts du secteur privé (entreprises et ménages) s'élevait à 12 Mds OMR, en progression de +2,1 % en g.a. Le taux d'intérêt moyen servi sur les dépôts à terme du secteur privé était de 2,56 % à la fin du 2<sup>ème</sup> trimestre 2016 contre 1,768 % à la fin du T2 2015. Le taux d'intérêt moyen des prêts accordés au secteur privé est actuellement de 4,854 % contre 4,767 % à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2016.

**INFORMATIONS SECTORIELLES**

***Mouvements dans le paysage du transport aérien omanais : apparition de 2 nouvelles compagnies***

La 1<sup>ère</sup> compagnie aérienne omanaise privée, *Salalah Air*, dont le siège sera localisé à Salalah, opérera ses premiers vols commerciaux en janvier 2017 entre Mascate et Salalah. Détenu à 100 % par des fonds privés omanais, la nouvelle compagnie a pour ambition de développer les vols domestiques et régionaux en ciblant en particulier l'Afrique de l'Est. Visant en priorité les touristes, elle devrait principalement opérer à partir d'aéronefs type *Dornier 228*. A plus long terme, *Salalah Air* vise l'obtention de la licence de type « A » afin de développer des vols long courrier vers la Chine. La nouvelle compagnie a affiché une volonté claire de collaboration étroite avec *Oman Air* et la toute récente compagnie low-cost *Salam Air*, cette dernière, appartenant au fonds de pension ASAAS, devant lancer ses premiers vols en décembre à partir d'une ligne Mascate-Salalah. De son côté, la compagnie nationale *Oman Air* prévoit d'ouvrir en 2017 de nouvelles lignes à destination de Manchester et Nairobi et d'accroître ses fréquences vers Zürich (de 5 à 6 rotations

hebdomadaires), Riyad (2 à 3 vols par jour) et Paris (de 6 à 7 vols). La compagnie, qui opère 45 appareils (dont 12 Airbus) devrait recevoir 2 nouveaux Boeing 737 d'ici la fin de l'année et 4 Boeing 787 en 2017.

### ***Introduction en bourse des deux grandes compagnies minières du Sultanat d'Oman***

Les deux principales compagnies minières du Sultanat, *Mining Development Oman* et *Kanooz Oman* vont s'introduire en bourse, via une IPO, à hauteur de 40 M OMR (40 % du capital) et de 5 MOMR (20 % du capital). L'actionnariat de ces deux entités est, jusqu'à présent, largement public, notamment celui de MDO (créée en mars) dont le capital est actuellement détenu par le SGRF (*State General Reserve Fund*), l'*Oman Investment Fund*, *Oman Oil* et *Oman National Investment Corp.*

### ***Ouverture d'une liaison maritime avec l'Iran***

La ligne maritime régulière qui relie les ports de Khasab (péninsule du Musandam), de Bandar Abbas et des îles Qeshm a été ouverte. Les liaisons devraient être assurées par la NFC (*National Ferries Company*) à raison de quatre fois par semaine. Ce projet, initié en mai 2016, prévoyait également à l'origine une liaison aérienne. L'ouverture de cette liaison maritime illustre l'intensification des relations économiques bilatérales du Sultanat avec l'Iran et de la progression, notamment, des échanges commerciaux entre les deux pays.

### ***Octroi du contrat de Master plan pour la ville de Duqm à WS Atkins (Duqm SEZ authority)***

Le consultant britannique WS Atkins vient d'obtenir le contrat, attribué par la SEZAD (Autorité de la Zone Economique Spéciale de Duqm) pour réaliser le plan directeur de la ville de Duqm sur 150 km<sup>2</sup> comprenant 5 « quartiers » distincts : résidentiel, commercial, logistique, tourisme et à usage mixte. Le contrat comprend des services de conseil pour la préparation des futurs appels d'offre. La première phase du projet qui devrait débiter en octobre se divise en 4 étapes réparties sur 30 semaines. La société *WS Atkins* devrait sous-traiter avec plusieurs autres sociétés de conseils parmi lesquelles *Deloitte*, *Five Oceans Environmental Services*, *Kamel Establishment*, *Driver Consult* and *Design Urban*.

### ***Investissement dans le minier par la société Gulf Mining Group***

La société Gulf Mining Group prévoit d'investir de 50 à 100 MUSD pour la création d'une usine de ferromanganèse à Sohar, d'une capacité de 4 000 tonnes par an, conformément à la stratégie du groupe visant à valoriser les ressources naturelles du pays. Cependant, l'activité dépend des ressources qui sont actuellement estimées entre 1,5 et 2 millions de tonnes. Ce projet devrait se développer en parallèle d'un autre confié à Gulf Mining Ferro Alloy, visant à tripler la capacité de l'usine de fonderie de ferrochrome située dans la ZES de Sohar passant de 50 000 tonnes par an à 150 000.

#### **Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique de Mascate.

#### **Clause de non-responsabilité**

Le Service Economique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les possibles erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



**Auteur :** Service Economique de Mascate

**Adresse :** Ambassade de France en Oman

**Rédigées par :** Marine Audras, Jean-Marie Bellat et Gilles Bordes

**Revues par :** Gilles Bordes, Chef du Service économique de Mascate